

## Contact

### EMB - European Milk Board asbl

Rue du Commerce 124  
B-1000 Brussels

Phone.: +32 - 2808 - 1935

Fax: +32 - 2808 - 8265

[office@europeanmilkboard.org](mailto:office@europeanmilkboard.org)

[www.europeanmilkboard.org](http://www.europeanmilkboard.org)

---

## Bulletin décembre

### Chers éleveurs, chers lecteurs,

C'est chaque année le même rituel que nous aimons à répéter. Dans les magazines, à la télévision, au sein de la famille, nous faisons tous une rétrospective et regardons ce qui nous est arrivé tout au long de l'année et ce qui nous a réussi. Et il est important de savoir faire une pause dans nos agissements et dans la planification de nos activités futures pour regarder de plus près tout ce qu'on a pu mettre sur pied les douze derniers mois. Nous, l'EMB, ne voulons pas manquer à cette tradition. D'autant plus que cette année 2009, les producteurs européens ont énormément agi et que la rétrospective est impressionnante.

Notre mouvement est devenu beaucoup plus fort, la politique européenne a été obligée de réagir comme l'ont bien montré les mois passés. Des réunions de ministres extraordinaires, le lait comme thème de chaque conférence des Ministres de l'agriculture de l'UE, la création par la Commission européenne d'un groupe d'experts de haut rang qui réfléchit aux mesures capables de combattre la crise du lait : tout ceci montre que les intérêts des producteurs laitiers sont pris au sérieux parce qu'il faut les prendre au sérieux. Parce que dans toute l'Europe, des dizaines de milliers d'éleveurs ont manifesté avec force et continueront à manifester. Des actions innombrables ont été organisées dans toute l'Europe. Ce bulletin va en donner encore quelques exemples. Tels les mouvements de protestation qui se déroulent actuellement en France et en Europe de l'Est ou l'action du 20 novembre où un œil immense a été érigé devant le lieu de réunion des Ministres européens de l'agriculture pour symboliser la vigilance avec laquelle les producteurs laitiers européens surveillent la politique. Les actions communes de protestation et les échanges actifs entre les producteurs de tous les coins d'Europe a donné encore plus de vie au mouvement européen des éleveurs.

Les résultats politiques restent encore en deçà des attentes, d'autant plus que dans les cercles des ministres et de la Commission, la croyance reste encore vivace que le problème du lait peut se résoudre par une politique de subventions. Toutefois, les signes d'un changement de mentalité sont là. La nomination d'un nouveau Commissaire européen de l'agriculture peut par exemple ouvrir la porte à un nouveau dialogue. Lisez à ce propos l'article sur le roumain Dacian Ciolos qui prendra vraisemblablement la succession de Mariann Fischer Boel.

Mais ces signes positifs ne signifient pas que l'on peut maintenant croiser les bras. C'est un bon début, un premier pas. Il s'agit maintenant de tenir le cap en 2010 et non pas seulement en faisant appel à la politique. Renforcer la position des producteurs laitiers sur le marché reste une tâche importante pour l'EMB, pour les producteurs laitiers européens eux-mêmes. Il faut rassembler les forces, regrouper l'offre du lait, se battre pour une régulation souple de la production.

L'année 2009 a aussi montré une chose : la société soutient les producteurs européens. Les déclarations de solidarité viennent de tous les secteurs de la société : de la protection de l'environnement, des organisations de développement, de la classe politique, des églises, des producteurs laitiers d'Amérique Centrale et d'Afrique, des consommateurs. Un signe révélateur de la sensibilisation de la société à la situation, c'est également la nomination au prix européen de la démocratie de la DDB (Dutch Dairymen Board), organisation membre de l'EMB, pour son engagement dans le mouvement de protestation des éleveurs. Lisez ce bulletin pour en savoir plus.

La production laitière en Europe, c'est encore, malgré toutes les directives européennes, des différences dans certains domaines qui sont spécifiques à chaque pays. Pour vous donner une vue d'ensemble sur le dit rééquilibrage, nous

commençons dans ce numéro de bulletin une série en présentant les différents modèles. Pour commencer, c'est le système français que nous présentons.

Nous vous souhaitons une bonne lecture. Passez des Fêtes en toute sérénité et bon réveillon de fin d'année à tous !

*Bien cordialement*

*Silvia Däberitz (EMB)*

## **France**

### **Les mouvements de protestation suivent imperturbablement leur cours : blocage actuel des laboratoires d'analyse du lait**

En novembre et décembre, les mouvements de protestation des producteurs de lait restaient en France toujours à l'ordre du jour. C'est ainsi que de fin novembre au 3 décembre, 12 des 15 laboratoires régionaux interprofessionnels d'analyse du lait étaient bloqués dans tout le pays. Les laboratoires en question conduisent d'une part une analyse pour les coopératives de lait (éleveurs) et d'autre part des analyses de produits laitiers issus des laiteries.

Avec ces blocages qui entravent les ventes de produits, l'Association des Producteurs de Lait Indépendants (APLI), membre de l'EMB, tentent d'amener l'Interprofession à renégocier les prix déjà établis pour décembre ; elle demande également l'établissement des prix équitables pour la période janvier-mars et la suppression de la clause de flexibilité qui permet des rabats sur les prix à la production. L'Interprofession réunit actuellement des représentants de la FNIL (Fédération Nationale de l'Industrie Laitière), de la FNCL (Fédération Nationale des Coopératives Laitières) et de la FNPL (Fédération Nationale des Producteurs de Lait). Les 35 représentants de producteurs de lait, dont leur président Henry Brichard, sont sans exception tous membres de la très puissante FNSEA (Fédération française des Producteurs). « Les manifestations des producteurs de lait sont parties des organisations telles que APLI, OPL (Organisation de Producteurs de Lait) et CONF, qui représentent bien plus largement les intérêts des producteurs de lait que la fédération agricole qui participe aux négociations de l'Interprofession », déclare un porte-parole d'APLI. Ces organisations proches de la base devraient elles aussi pouvoir peser de tout leur poids lors de l'établissement des prix.

Les producteurs de lait français qui protestent ne veulent certainement pas miser uniquement sur d'éventuelles nouvelles négociations de l'Interprofession. En instaurant une institution regroupant l'offre de lait (baptisée Office du Lait), les producteurs laitiers souhaitent procéder eux-mêmes au renforcement de leur position sur le marché laitier. Alors que les négociations de l'Interprofession tournent toujours autour de quelques euros, l'Office du Lait, lui, se battra pour assurer un avenir durable grâce à un prix rémunérateur. Voilà pourquoi, depuis novembre, ont lieu des réunions dans toute la France pour expliquer l'idée de l'Office du Lait.

*Anton Sidler, APLI*

## **L'Europe de l'Est se joint à la vague de protestation**

Les prix bas du lait sont une réalité amère dans toute l'Europe et dans le monde entier. Parallèlement aux actions de protestation d'envergure menées ces derniers mois dans l'Europe de l'Ouest, les producteurs de lait de l'Europe de l'Est ont également protesté et déversé du lait pour exprimer leur extrême mécontentement.

### **République Tchèque**

Les 29 et 30 octobre, ce sont en République Tchèque des centaines de milliers de litres de lait que déversaient dans les champs des producteurs manifestants. Selon le journal national « Hospodarske Noviny », c'était la première fois que les agriculteurs employaient de tels moyens pour manifester contre la situation catastrophique du marché du lait. Jan Valeba, Président de la Chambre d'Agriculture, a qualifié ces moyens de draconiens, tout en y voyant de la part des producteurs un geste de désespoir.

### **Hongrie**

Le jeudi 5 novembre, de nombreux agriculteurs hongrois ont protesté dans les villes de Budapest, Győr, Pécs, Miskolc et Szeged. Ils demandaient au gouvernement de mettre fin aux importations à bas prix qui inondent le pays. Pour

matérialiser la situation désespérée qui oblige les éleveurs à abattre leurs bêtes, ils ont arrosé de lait des crânes de vaches exposés dans les rues.

*Silvia Däberitz, EMB*

### Sous notre œil vigilant

**Le 20 novembre, lors de la réunion des Ministres de l'agriculture de l'UE à Bruxelles, c'est d'un œil vigilant que les producteurs de lait européens ont observé les décideurs politiques. Symbole de la grande vigilance des éleveurs laitiers, un œil géant a été érigé devant l'immeuble du Conseil. Vous trouverez des vidéos ainsi que des photos de cette action sur le site : [www.ddb.nu](http://www.ddb.nu)**

*Bruxelles, le 20/11/2009* : C'est d'un œil vigilant que les producteurs de lait observent la rencontre des Ministres européens de l'agriculture à Bruxelles. Les banderoles EMB de tous nos pays membres flottent au dessus de 14 tracteurs disposés en demi-cercle face au bâtiment où les décideurs politiques européens se rencontrent. L'œil géant fixe avec insistance le cœur même de la politique européenne.

De l'intérieur du bâtiment, on perçoit clairement le bruit de tracteurs qui arrivent, d'agriculteurs qui manifestent, de discours prononcés et de la foule qui scande. Ces bruits ont été enregistrés lors de manifestations précédentes. Les haut-parleurs en inondent la place pour rappeler haut et fort au monde politique la force et la détermination des producteurs de lait européens dans leur combat pour une régulation souple de l'offre qui soit dans leurs mains. Les unités de police qui, selon leurs propres dires « ont été rappelées pendant leurs congés vu qu'il y avait la dernière fois plus de 5000 manifestants et 1500 tracteurs », ont reçu l'ordre de se préparer à toute éventualité. On ne savait trop ce que les agriculteurs feraient cette fois-ci. À peine une heure plus tard, lorsque que l'on a compris qu'il ne s'agissait que d'une action symbolique organisée par la délégation EMB, les troupes ont regagné leur base de rassemblement. Cependant, les policiers ne sont pas tout à fait à l'aise. Ils regardent autour d'eux avec méfiance alors que les haut-parleurs diffusent un discours de Romuald Schaber enregistré lors d'une manifestation précédente et dans lequel il annonce attendre encore des centaines de tracteurs en route depuis le centre ville de Bruxelles.

Tout au long de la journée, des centaines de citoyennes et de citoyens intéressés viennent prendre des photos et exprimer à la délégation EMB leur compréhension pour la situation dans laquelle se trouvent les éleveurs.

En fin d'après-midi, Sabine Laruelle, Ministre belge de l'agriculture, prend la parole pour rapporter que la question du lait a été traitée rapidement. Une des décisions prises par la réunion des Ministres de l'agriculture de l'EU est d'élargir la clause d'urgence aux produits laitiers. Cela permet à la Commission européenne de réagir plus rapidement à la chute des prix. Comme déjà vu dans le passé, la Commission ne fait là qu'intervenir par des mesures de subventions à l'exportation et d'achats à l'intervention qui n'améliorent en rien la situation. Cela ne fait que repousser le problème vers d'autres pays et dans le temps. Il a été par ailleurs, décidé de modifier le système de rachat des quotas. Les quotas rachetés par les États qui demeurent dans les réserves nationales ne seront plus pris en compte dans le calcul du superprélèvement à verser à l'UE. Lors du recouvrement du super-prélèvement, l'État peut alors utiliser la part revenant aux quotas rachetés (et non encore soumise au super-prélèvement de l'UE) pour financer la restructuration du secteur laitier au niveau national. Si tous les États européens utilisaient cette possibilité alors une réduction de la production pourrait être initiée.

Et quand bien même la dernière décision serait un pas allant dans la bonne direction. Le passage nécessaire à un autre système qui permette une régulation souple de l'offre qui soit gérée par les producteurs eux-mêmes, n'a pas été entériné le 20 novembre lors de la réunion des Ministres.

Les instances politiques européennes ont toujours leurs responsabilités à assumer. Les producteurs de lait européens les maintiennent dans leur ligne de mire et continuent à manifester dans toute l'Europe. Le 10 décembre par exemple, l'œil vigilant de l'EMB observera avec la plus grande attention les 22 Ministres de l'agriculture réunis à Paris sur le thème de la régulation des marchés agricoles. Cependant, les producteurs européens ne s'en tiendront pas là. Il ne suffit pas de s'en remettre aux seules instances politiques pour renforcer notre propre position sur le marché. Les producteurs unissent leurs forces à différents niveaux.

*Joke Visser, DDB, Silvia Däberitz EMB*

### Aidez l'EMB !

Pour mettre au grand jour la problématique d'un prix du lait non équitable et encourager la classe politique, l'industrie

laitière et la distribution à revoir leur manière de penser, l'EMB mène des activités de toute nature qui coûtent cher. Venez nous apporter un soutien financier. Aidez-nous à rendre le mouvement des producteurs laitiers européens encore plus fort.

## **EMB**

Code bancaire: 430 609 67

Numéro de compte: 4017 466 200

Code BIC : GENODEMIGLS

Code IBAN : DE06 4306 0967 4017 4662 00

Référence « Soutien du travail de l'EMB »

## **Dacian Ciolos est nommé au poste de Commissaire européen de l'agriculture**

Âgé de 40 ans, Dacian Ciolos qui a été Ministre de l'agriculture en Roumanie est très engagé dans la politique agricole européenne. Il a vécu un certain temps en France et sa carrière est marquée par la coopération franco-roumaine en agriculture et développement agricole ainsi que par son rôle de représentant de la Roumanie en Bruxelles. Dans ce contexte, il est vraisemblable qu'il lui tiendra à coeur de défendre la régulation des marchés et d'assurer des primes suffisamment élevées pour les producteurs. Il reste à attendre de voir les approches qui seront les siennes et l'énergie dont il fera preuve.

Il faut toutefois qu'il soit d'abord élu. En janvier, c'est à titre de membre de la Commission européenne de Barroso qu'il présentera son concept de politique agricole européenne devant le Parlement européen. En principe début février, le Parlement fortifié par le Traité de Lisbonne décidera de nommer ou non Dacian Ciolos à la succession de Fischer-Boel.

*Sonja Korpeter, EMB*

## **L'organisation néerlandaise DDB, membre de l'EMB, nominée pour le Prix européen de la démocratie**

Dans le cadre de la semaine démocratique du mouvement européen des Pays-Bas (EBN), l'organisation DDB ( Dutch Dairyman Board) s'est vue nominée pour le Prix européen de la démocratie. Le texte de la nomination : « L'organisation Dutch Dairyman Board a attiré l'attention de la classe politique européenne sur la situation désespérée des producteurs laitiers et de leur famille dont les exploitations sont menacées de disparaître en raison du bas niveau des prix pratiqués dans l'UE. Par ailleurs, elle travaille parfois à l'encontre de l'opinion prédominante. Ses protestations ont semé le trouble dans toute l'UE. Son initiative a réellement porté à l'ordre du jour de l'Europe le problème des producteurs et de leur famille. »

C'est ainsi la DDB qui a organisé l'action des 14 et 15 avril « L'étable à la Haye » où des éleveurs et 9 vaches ont passé la nuit devant le Parlement pour attirer l'attention des responsables politiques et de l'opinion publique sur le niveau bas des prix du lait.

Pendant les semaines européennes d'actions laitières du mois de septembre, la DDB a organisé avec la fédération NMV (Nederlandse Melkveehouders Vakbond) et des membres grévistes de l'EMB différentes activités et manifestations qui se sont déroulées aux Pays-Bas, en Belgique et au Luxembourg. Et ce, non pas pour obtenir des moyens supplémentaires, mais bien pour faire entendre clairement aux décideurs politiques européens et aux citoyens qu'il est grand temps d'instaurer en Europe une autre politique laitière plus équitable. Des manifestations ont ainsi eu lieu devant des centres d'approvisionnement de supermarchés, du lait a été gratuitement distribué aux consommateurs ou a été déversé sur les champs, tout autant de gestes démontrant la situation catastrophique du marché laitier. Une action toute particulière a été la construction d'un château de paille en bordure de l'A32 où l'on a pu se réunir et informer le grand public sur la problématique laitière.

*Hennie de Zwaan, DDB*

## **Belgique**

## **Construire une autre Europe laitière**

Après un mois de septembre très agité, nous sommes maintenant revenus à un rythme moins intense. Mais si nous ne sommes plus à la une de l'actualité, notre action continue et s'inscrit aujourd'hui dans un travail à long terme. Ce travail est possible grâce à l'engagement des producteurs et à leur mobilisation, qui ont permis à la MIG et à l'EMB d'avoir aujourd'hui une place à tous les niveaux de pouvoir.

Notre position est aujourd'hui entendue et prise en compte pour la construction de l'Europe laitière de demain. Au niveau belge, nous continuons les contacts politiques et préparons le travail des experts belges au groupe de haut niveau mis en place par la Commission.

Afin que les informations qui remontent à l'Europe soit celles de la base, nous allons mettre en place des groupes de travaux provinciaux, afin que chacun puisse participer au chantier. Un responsable a également été désigné pour chaque province, véritable lien entre les producteurs et la MIG.

Des réunions d'informations ont eu lieu dans tous les coins du pays pour informer les producteurs sur l'actualité laitière. Le sentiment général est que nous savons maintenant que nous avons la matière et donc un pouvoir. Mais nous savons aussi que le chemin est encore long. Les consommateurs restent derrière nous et nous soutiennent à 100%. C'est là notre plus grande source de motivation.

A l'occasion de ces réunions, la FAIRCOOP est également présentée. L'objectif de cette coopérative, ouverte à chaque producteur, est de commercialiser du lait équitable. Nous répondons ainsi à une demande du consommateur et cela apporte également un revenu complémentaire à chaque producteur coopérateur. La commercialisation de ce lait est prévue pour le début de l'année 2010. Bon nombre d'agriculteurs adhèrent à cette initiative et nous donnent l'espoir de construire quelque chose de grand.

A tous les niveaux et de toutes les façons, la MIG continue à œuvrer, pour construire une autre Europe laitière.

*Sébastien Demoitié, MIG*

## **Irlande : la fédération laitière ICMSA continue à faire pression pour une régulation de l'offre**

La fédération irlandaise ICMSA « Irish Milk and Cream Suppliers Association » poursuit son travail sur le thème du lait à l'échelle nationale. Cette semaine, quelques uns de ses membres ont rencontré le ministre des finances pour parler des questions budgétaires ayant un impact sur les producteurs laitiers. Le Ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation a créé un groupe consultatif pour le soutenir dans les débats du groupe d'experts de haut rang mis en place par l'UE dans le cadre de la crise laitière. Jackie Cahill, le président de ICMSA, et le Secrétaire général Ciaran Dolan qui représentent l'ICMSA dans ce groupe ont participé à la première réunion du mois dernier. L'ICMSA continue à faire pression en faveur d'une régulation de l'offre par l'UE et trouve de plus en plus de soutien auprès des producteurs. Des représentants de l'ICMSA ont par ailleurs rencontré cette semaine le Premier Ministre pour souligner la nécessité de changer de politique laitière européenne et d'apporter une meilleure aide aux producteurs.

On peut se féliciter que les prix du lait à la production aient augmenté pour tous les producteurs. Ces prix restant toutefois en deçà des frais de production, la pression financière monte pour toutes les exploitations. Selon l'avis de John O'Leary, vice-président de l'ICMSA et président du comité Laiterie de la fédération, toutes les coopératives devraient augmenter le prix du lait, vu les améliorations que connaît le marché laitier.

*John Enright, ICMSA*

## **« Nous sommes européens »**

### **Les agriculteurs européens se serrent toujours plus les coudes**

Le 10 septembre de cette année a commencé à Paris la grève européenne du lait. Cette date marque le commencement d'une période d'intenses discussions entre producteurs de lait et ce au-delà des frontières. Discussions apparemment très riches au vue de l'afflux massif d'informations parvenues dans les bureaux de l'EMB les jours suivants. Quotidiennement, photos, clips vidéo et articles de journaux témoignant de la vague de grèves des producteurs arrivaient en nombre au bureau central de Hamm pour être ensuite communiqués aux différents pays membres de l'EMB. Peu à peu, les éleveurs de lait de tous les pays européens se sont ralliés à la grève. Des associations de protection de l'environnement et de défense des animaux, Oxfam, Brot für die Welt (association d'aide au tiers monde)

ainsi que des organisations du Burkina Faso, du Mexique et de Taiwan ont envoyé des messages pour témoigner de leur solidarité. Et enfin l'église s'est également exprimée pour dire son soutien aux éleveurs dans leur refus d'une politique du démantèlement des structures agricoles en Europe tout comme dans le reste du monde.

Les producteurs de lait français, belges, luxembourgeois, suisses, autrichiens, italiens, néerlandais et allemands ont traversé les frontières pour apporter leur soutien à leurs collègues étrangers. Ils ont passé des journées entières sur les routes pour se rendre à diverses rencontres de producteurs laitiers. A chaque fois, des traducteurs bénévoles les ont aidés à dépasser les barrières de la langue. Il en a été de même en Espagne qui comptait peu d'éleveurs enclins à la grève. C'est grâce aux échanges avec des collègues grévistes que de nombreux éleveurs ont trouvé le courage de déverser leur précieux lait.

Aujourd'hui, c'est bien dans les citernes que les producteurs stockent à nouveau le lait. Les « actions de délestage du lait » sont pour l'instant abandonnées. Pourtant le combat pour un lait vendu à un prix équitable suit son cours. Chaque jour nouveau montre combien les agriculteurs européens font corps, n'hésitant plus à communiquer entre eux au-delà des frontières, et ce malgré les différences de langues. Un mouvement plein de vie.

*Johanna Besier*

### **Les échanges entre les producteurs laitiers européens**

Pour continuer les échanges entre les producteurs laitiers européens, il est possible de visiter les exploitations laitières d'autres pays. Si vous êtes intéressé(e), envoyer un courriel aux adresses suivantes en donnant pour sujet de référence "échanges":

Pour la visite d'une exploitation aux Pays-Bas : [info@ddb.nu](mailto:info@ddb.nu)

Pour la visite d'une exploitation en France : [sidler.anton@neuf.fr](mailto:sidler.anton@neuf.fr)

Pour la visite d'une exploitation en Allemagne : [jasper@abl-ev.de](mailto:jasper@abl-ev.de)

### **Mot clé Rééquilibrage : Qui, quoi et comment?**

Même si les décisions de l'Union Européenne règlementent en partie le secteur laitier, certaines questions relèvent de la compétence des seuls États et sont gérées différemment selon les pays. La possibilité de compenser un dépassement de quota (nommée rééquilibrage) en est un exemple. A partir de ce mois-ci, nous vous informerons dans notre bulletin EMB, sous la rubrique « Mot clé rééquilibrage : Qui, quoi, comment ? » des dispositions en vigueur dans les différents pays européens. Nous commencerons dans ce numéro par le système français.

### **Le rééquilibrage en France**

#### ***Pratique régionale***

Le rééquilibrage se pratique en France au niveau régional. Les producteurs de lait qui livrent en deçà du quota alloué à leur exploitation mettent la partie restante du quota à disposition des autres éleveurs qui ont produit au-delà de leur quota autorisé. Chaque année, le gouvernement définit le dépassement de quota maximum autorisé pour chaque région. Par exemple, en Bretagne, un dépassement de 2% est régulièrement autorisé. Dans le Sud-Ouest, le dépassement autorisé est en général d'environ 8 à 10%. En prévision pour l'année 2009/2010, le gouvernement a fixé le taux à 0 de façon à compenser l'offre surabondante et à endiguer la crise du marché du lait. Pareillement, le gouvernement n'a pas redistribué le dépassement de quota de 1% décidé l'année dernière à Bruxelles.

Chaque année, les représentants des laiteries, producteurs, chambres d'agriculture et du gouvernement redistribuent les quotas entre les éleveurs demandeurs. Un certain ordre de priorité est respecté : les jeunes éleveurs d'abord, puis les éleveurs qui investissent avant tous les autres. Une commission du lait décide dans chaque département de la redistribution. Ses décisions sont confirmées ou bien annulées au niveau national par l'Agence du Lait. Début février, les producteurs de lait sont alors informés du volume qu'ils sont autorisés à produire jusqu'à fin mars.

Si un éleveur produit moins de 85% de son quota pendant deux années, celui-ci peut alors être abaissé au niveau du volume effectivement produit.

### ***Superprélèvement***

Si la production française dépasse les quotas fixés par Bruxelles, il y a obligation de payer à Bruxelles un superprélèvement qui a relevé auprès des producteurs en dépassement. Or la législation française permet d'établir un quota annuel national qui est en deçà des objectifs de Bruxelles. L'État peut ainsi prélever des pénalités alors que les objectifs de Bruxelles ne sont atteints qu'à 97, 98 ou 99%. La différence avec les superprélèvements versés à l'Union européenne que retient ici l'État sert à financer des mesures de restructuration en France.

### ***Règlementations légales***

UE : UE article 72 règlement (CE) n° 1234/2007, adaptation règlement (CE) n° 72/2008

France: article D654-81

Régional: réglementation régionale

*Willem Smeenk OPL; Katharina Aurich BDM; Silvia Däberitz, EMB*

---

European Milk Board ASBL

Rue de la Loi 155

B-1040 Bruxelles

Tel: +32 (0)2808 1935

Fax: +32 (0)2808 8265

Mail: [office@europeanmilkboard.org](mailto:office@europeanmilkboard.org)

Document-URL: <http://www.europeanmilkboard.org/https://www.europeanmilkboard.org/francais/bulletin-decembre-2009.html>